

AVIS DES SOCIÉTÉS

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Société Advanced e-Technologies S.A « AeTECH »

Siège social : ZI Ariana, Aéroport - 03, rue des métiers, la Charguia II

La société AeTECH publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2022 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 12 Juillet 2023. Ces états sont accompagnés du rapport du commissaire aux comptes : Mr Nouredine Ben Arbia (Horwath ACF).

Etats Financiers Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022

BILAN Consolidé Groupe AeTECH Arrêté au 31 décembre 2022

Annexe au 31 décembre 2022

Actifs	Notes	Soldes au		Variation
		2022	2021	
Actifs Non courants				
Actifs Immobilisés				
Immobilisations incorporelles		453 398	453 398	0
Amt : Immobilisations incorporelles		(443 221)	(440 309)	(2 912)
	1	10 177	13 089	(2 912)
Immobilisations corporelles		2 173 233	2 165 774	7 459
Amt : Immobilisations corporelles		(2 015 009)	(1 947 711)	(67 298)
	1	158 224	218 063	(59 839)
Immobilisations financières		251 566	263 566	(12 000)
Prov : Immobilisations financières		(237 038)	(237 038)	0
	2	14 528	26 528	(12 000)
Total des actifs immobilisés		182 929	257 680	(74 751)
Total des actifs non courants		182 929	257 680	(74 751)
Actifs courants				
Stocks		1 163 897	1 223 373	(59 475)
Prov : Stocks		(646 609)	(600 968)	(45 641)
	3	517 288	622 405	(105 116)
Clients et comptes rattachés		5 968 116	4 998 107	970 009
Prov : Clients et comptes rattachés		(1 796 007)	(1 739 639)	(56 368)
	4	4 172 109	3 258 468	913 641
Autres actifs courants		1 821 167	1 193 924	627 243
Prov : Autres actifs courants		(100 292)	(100 292)	0
	5	1 720 875	1 093 632	627 243
Liquidités et équivalents de liquidités	6	9 670	39 907	(30 237)
Total des actifs courants		6 419 942	5 014 411	1 405 531
Total des actifs		6 602 871	5 272 092	1 330 780

Etats Financiers Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022

BILAN Consolidé Groupe AeTECH Arrêté au 31 décembre 2022

		Soldes au		
		31 décembre		
Capitaux propres et Passifs	Notes	2022	2021	Variation
<u>Capitaux propres</u>				
Capital social		2 223 334	2 223 334	0
Réserves consolidés		(7 743 789)	(7 018 603)	(725 186)
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		(5 520 455)	(4 795 269)	(725 186)
<u>Résultat consolidé</u>		<u>(391 079)</u>	<u>(384 549)</u>	<u>(6 530)</u>
Total des capitaux propres	7	(5 911 534)	(5 179 818)	(731 716)
<u>Passifs</u>				
Passifs non courants				
Provisions pour risques et charges	8	53 821	75 821	(22 000)
Emprunts et dettes assimilées	9	820 683	962 024	(141 340)
Autres passifs non courants	10	762 309	620 710	141 599
Total des passifs non courants		1 636 813	1 658 555	(21 741)
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés	11	2 878 704	1 959 177	919 527
Autres passifs courants	12	4 087 729	3 495 713	592 016
Concours bancaires et autres passifs financiers	13	3 911 159	3 338 464	572 695
Total des passifs courants		10 877 592	8 793 355	2 084 238
Total des passifs		12 514 405	10 451 909	2 062 496
Total des capitaux propres et des passifs		6 602 871	5 272 092	1 330 780

Etats Financiers Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Etat de résultat Consolidé Groupe AeTECH (Exprimé en Dinars Tunisien)

	Notes	Période allant du 1er janvier au 31 décembre		Variation
		2022	2021	
Produits d'exploitation				
Produits d'exploitation	14	7 919 625	7 921 316	(1 691)
Autres produits d'exploitation	15	35 922	3 769	32 153
Total des produits d'exploitation		7 955 547	7 925 085	30 462
Charges d'exploitation				
Achats consommés	16	5 460 024	5 402 442	57 582
Charges de personnel	17	1 324 681	1 219 842	104 839
Dotations aux amortissements et aux provisions	18	186 141	240 031	(53 890)
Autres charges d'exploitation	19	924 811	939 435	(14 625)
Total des charges d'exploitation		7 895 656	7 801 750	93 906
Résultat d'exploitation		59 891	123 335	(63 444)
Charges financières nettes	20	(506 306)	(500 848)	(5 458)
Autres gains ordinaires	21	99 712	9 686	90 027
Autres pertes ordinaires	22	(22 739)	(905)	(21 834)
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(369 442)	(368 732)	(710)
Impôt sur les sociétés	23	(21 637)	(15 817)	(5 820)
Résultat des activités ordinaires après impôt		(391 079)	(384 549)	(6 530)
Eléments extraordinaires		0	0	0
Résultat net de l'exercice		(391 079)	(384 549)	(6 530)

Etats Financiers Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE Groupe AeTECH (Exprimé en Dinars Tunisien)

Du 1er janvier
Au 31 décembre

	Notes	2022	2021
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net après modifications comptables		(391 079)	(384 549)
Ajustements pour:			
Dotations aux Amortissements et provisions	18	186 141	240 031
Reprises sur Amortissements et provisions	15	(35 922)	(3 769)
Variation des:			
* Stocks	3	59 475	(72 323)
* Créances	4	(970 009)	(799 094)
* Autres actifs courants	5	(627 243)	193 708
* Autres passifs non courants	10	141 599	152 070
* Fournisseurs et comptes rattachés	11	919 527	(1 475 286)
* Autres passifs courants	12	592 016	95 945
* Plus ou moins-value de cession	21	0	(6 000)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		(125 496)	(2 059 267)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Déc. affectés à l'acquisition d'immo. Corp. & incorp.		(7 459)	(115 643)
Enc. affectés à la cession d'immo. Corp. & incorp.		0	6 000
Déc. affectés à l'acquisition d'immobilisations financières		0	(41 699)
Enc. provenant de la cession d'immobilisations financières		12 000	45 600
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		4 541	(105 742)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements provenant des des emprunts	9	685 333	2 676 638
Décaissements provenant des emprunts	9	(538 401)	(338 416)
Modifications comptables		(340 637)	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(193 705)	2 338 222
Variation de trésorerie	24	(314 660)	173 213
Trésorerie au début de l'exercice	24	(1 001 608)	(1 174 821)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	24	(1 316 268)	(1 001 608)

GROUPE SOCIETE ADVANCED E-TECHNOLOGIES

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I- PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'ÉVALUATION

I.1. Référentiel comptable

Les états financiers consolidés du groupe Société Advanced e-Technologies sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie tels que définis par la loi 96-112 et le décret 96-2459 du 30 décembre 1996. Il s'agit, entre autres :

- Du cadre conceptuel ;
- De la norme comptable générale (NCT 1) ;
- Des normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37) ;
- De la norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) et
- De la norme comptable relative aux informations sur les parties liées (NCT 39).

I.2. Principes de consolidation

A- Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de toutes les filiales dont le Groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif.

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de tirer avantages de ses activités.

Ce contrôle résulte :

- Soit de la détention directe ou indirecte, par l'intermédiaire de filiales, de plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise consolidée ;
- Soit du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- Soit des statuts ou d'un contrat ;
- Soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent ;
- Soit du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Par ailleurs, le contrôle est présumé exister dès lors que le groupe détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.

Le groupe possède une influence notable sur une société lorsqu'il est en mesure de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

L'influence notable est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement par le biais des filiales, 20% ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas.

Les méthodes de consolidation appliquées pour le groupe Société Advanced e-Technologies sont les suivantes :

2022			
Libellé	% de contrôle	Nature de contrôle	Méthode de contrôle
Advanced -Technologies	100,000%	Société mère	Intégration Globale
Advanced -Services	99,999%	Contrôle exclusif	Intégration Globale

Etant donné que le seul actionnaire minoritaire du groupe Advanced e-Technologies est déjà actionnaire de la société mère, et que cette action est non significative par rapport au groupe, la société Advanced e-services a été considéré comme détenu à 100% par le groupe.

B- Méthodes de consolidation

Toutes les sociétés sous contrôle exclusif du groupe sont consolidées selon la méthode d'intégration globale. Le contrôle exclusif provient notamment du fait que les dirigeants (Directeurs Généraux et membres du Conseil d'Administration) sont désignés par le Groupe Société Advanced e-Technologies et qu'aucun autre groupe ou société ne dispose ni d'un contrôle, ni d'une influence notable sur ces sociétés.

Les états financiers de la Société Mère Advanced e-Technologies et ses filiales sont combinés d'une manière intégrale pour l'établissement des états financiers consolidés du groupe.

L'intégration globale

Consiste à combiner ligne à ligne les états financiers individuels de la Société Advanced e-Technologies et de ses filiales en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges. Afin que les états financiers consolidés présentent l'information financière du groupe comme celle d'une entreprise unique, les étapes ci-dessous sont alors suivies :

- Homogénéisation des méthodes d'évaluation et de présentation des états financiers du Groupe ;
- Élimination des opérations intra-groupe et des résultats internes ;
- Détermination de l'impact de la fiscalité différée sur les retraitements ayant une incidence sur le résultat et/ou les capitaux propres consolidés ;
- Cumul arithmétique des comptes individuels ;
- Élimination des titres de participation du groupe dans chaque société consolidée et détermination des écarts d'acquisition positif et/ou négatif et

- Identification de la « Part du groupe » et des « intérêts minoritaires » dans l'actif net des sociétés consolidées.

La mise en équivalence :

Les sociétés dans lesquelles, le groupe exerce une influence notable sont intégrées par la méthode de mise en équivalence.

Dans le cadre de la méthode de mise en équivalence, les participations dans les entreprises associées sont classées parmi les actifs à long terme et présentées au bilan sous une rubrique distincte.

La quote-part dans les résultats de ces participations est présentée séparément au niveau de l'état de résultat.

1.3 Date de clôture

Les états financiers consolidés sont établis sur la base des états financiers des sociétés du groupe allant du 01/01/2022 au 31/12/2022.

1.4 Elimination des opérations intra-groupes et des résultats internes

- Elimination des opérations sans incidence sur les capitaux propres

Les créances et dettes réciproques significatives et les produits et charges réciproques significatifs entre les sociétés du groupe sont éliminés en totalité sans que cette élimination n'ait d'effet sur le résultat ou sur les capitaux propres consolidés.

- Elimination des opérations ayant une incidence sur les capitaux propres

Les marges et les plus ou moins-values, résultant des transactions entre les sociétés du groupe, qui sont comprises dans la valeur d'actifs tels que les stocks ou les immobilisations sont éliminées en totalité.

Les provisions pour dépréciation des titres constituées sur les sociétés du groupe sont intégralement éliminées, par annulation de la dotation pour les provisions constituées au cours de l'exercice et par déduction sur les réserves pour les provisions constituées au cours des exercices antérieurs.

1.5 Principes comptables d'évaluation et de présentation

Les états financiers consolidés sont libellés en dinars tunisiens et préparés en respectant notamment les hypothèses sous-jacentes et les conventions comptables suivantes :

- ✓ Hypothèse de la continuité de l'exploitation ;
- ✓ Hypothèse de la comptabilité d'engagement ;
- ✓ Convention de l'entité ;
- ✓ Convention de l'unité monétaire ;
- ✓ Convention de la périodicité ;

- ✓ Convention du coût historique ;
- ✓ Convention de la réalisation du revenu ;
- ✓ Convention de rattachement des charges aux produits ;
- ✓ Convention de l'objectivité ;
- ✓ Convention de permanence des méthodes ;
- ✓ Convention de l'information complète ;
- ✓ Convention de prudence ;
- ✓ Convention de l'importance relative ;
- ✓ Convention de prééminence du fond sur la forme.

Immobilisations

Seuls les éléments répondant aux critères de prise en compte d'un actif sont immobilisés.

Les immobilisations sont enregistrées à leurs coûts d'entrée. Ils comprennent le prix d'achat et les charges y afférentes : les droits et taxes supportés et non récupérables, les frais de transit, de livraison, de manutention initiale, d'installation ainsi que les frais directs tels que les commissions et courtages.

La valeur récupérable de l'immobilisation est appréciée à la fin de chaque exercice. Lorsqu'elle est inférieure à la valeur nette comptable, elle donne lieu à :

- une réduction de valeur si la dépréciation est jugée irréversible ;
- une provision dans les autres cas.

Les immobilisations sont amorties à compter de leur mise en exploitation sur la base des taux suivants :

- Logiciels (linéaire)	33%
- Agencements & aménagements (linéaire)	10%
- Équipements de bureau (linéaire)	10-20%
- Matériel informatique	33,33%
- Matériel de transport	20%
- Frais préliminaires	33,33%

Certaines immobilisations dont la valeur est inférieure à D : 500 sont amorties au taux de 100%.

Emprunts

Le principal des emprunts non remboursés est présenté au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants : Concours bancaires et autres passifs financiers.

Taxe sur la valeur ajoutée

Les charges et les investissements sont comptabilisés en hors TVA. Les TVA, collectées et récupérables, sont enregistrées dans les comptes appropriés de l'État et les collectivités publiques. En fin de période, le solde de ces comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

Provision pour Congés payés

Le solde des droits aux congés payés est estimé à la clôture de l'exercice par référence au salaire brut théorique au 31/12/2022. Il est comptabilisé dans la rubrique "Personnel et comptes rattachés" sous l'intitulé "dettes provisionnées pour congés à payer".

II. NOTES DU BILAN

Note 1 : Immobilisations Incorporelles et corporelles

Le tableau de variation des immobilisations entre le 01/01/2022 au 31/12/2022 se présente comme suit :

Rubrique	Valeurs brutes		Solde au 31/12/2022	Amortissements		Solde au 31/12/2022	VCN	
	31/12/2021	Acquisitions		31/12/2021	Dotations		Au 31/12/2021	Au 31/12/2022
Licences & Logiciels	181 370	0	181 370	(181 298)	(72)	(181 370)	72	0
Site WEB	16 328	0	16 328	(8 537)	(1 700)	(10 237)	7 792	6 092
Fonds commercial	250 000	0	250 000	(250 000)	0	(250 000)	0	0
Investissements de recherche & de développement	5 700	0	5 700	(475)	(1 140)	(1 615)	5 225	4 085
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des immobilisations incorporelles	453 398	0	453 398	(440 309)	(2 912)	(443 221)	13 089	10 177
Agencements, Aménagements et installations	175 681	5 300	180 981	(110 440)	(16 055)	(126 495)	65 241	54 487
Installation téléphonique	123 756	0	123 756	(106 109)	(3 232)	(109 341)	17 647	14 415
Matériel et outillage	98 179	0	98 179	(96 277)	221	(96 056)	1 902	2 123
Matériel de transport	1 008 293	0	1 008 293	(885 855)	(40 705)	(926 560)	122 438	81 733
Mobilier, Matériels de bureau	149 119	0	149 119	(147 835)	(1 164)	(148 999)	1 284	120
Matériel informatique	610 746	2 159	612 905	(601 195)	(6 363)	(607 558)	9 551	5 347
Total des immobilisations corporelles	2 165 774	7 459	2 173 233	(1 947 711)	(67 298)	(2 015 009)	218 063	158 224
Total des immobilisations	2 619 172	7 459	2 626 631	(2 388 020)	(70 210)	(2 458 230)	231 152	168 401

Note 2 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières totalisent à la clôture de l'exercice 2022 un montant net de D : 14 528 contre D : 35 528 à la clôture de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Titres de participation GLOBAL TELECOM NETWORKING	200 000	200 000	0
Dépôt et cautionnements	51 566	63 566	(12 000)
<u>Total immobilisations financières brutes</u>	<u>251 566</u>	<u>263 566</u>	<u>(12 000)</u>
Prov : Immobilisations financières	(237 038)	(237 038)	0
<u>Total Immobilisations financières</u>	<u>14 528</u>	<u>26 528</u>	<u>(12 000)</u>

Note 3 : Stocks

Les stocks totalisent au 31 décembre 2022 D : 517 288 contre D : 622 405 à la fin de l'exercice 2021 et s'analysent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Stocks solution	1 074 512	1 132 718	(58 206)
Stocks distribution	89 385	90 655	(1 270)
<u>Total Stocks</u>	<u>1 163 897</u>	<u>1 223 373</u>	<u>(59 475)</u>
Provision des stocks	(646 609)	(600 968)	(45 641)
<u>Total Stocks</u>	<u>517 288</u>	<u>622 405</u>	<u>(105 116)</u>

Note 4 : Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattaches totalisent au 31 décembre 2022 D : 4 172 109 contre D : 3 258 468 à la fin de l'exercice 2021 et s'analysent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Clients ordinaires	3 897 806	2 077 329	1 820 477
Clients douteux	1 981 026	1 931 219	49 806
Clients factures à établir	89 285	989 558	(900 274)
<u>Total clients bruts</u>	<u>5 968 116</u>	<u>4 998 107</u>	<u>970 009</u>
Prov : Clients douteux	(1 796 007)	(1 739 639)	(56 368)
<u>Total Clients et comptes rattachés</u>	<u>4 172 109</u>	<u>3 258 468</u>	<u>913 641</u>

Note 5 : Autres actifs courants

Les autres actifs courants totalisent à la clôture de l'exercice 2022 un montant de D : 1 720 875 contre D : 1 093 632 à la fin de l'exercice précédent et s'analysent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Personnel à l'actif	8 851	9 749	(898)
Fournisseurs débiteurs	91 848	91 848	0
Opérations sur achats/ventes de cartes	731 540	0	731 540
Etat, impôts et taxes à l'actif	646 313	622 055	24 258
Charges constatées d'avance	204 121	185 495	18 626
Débiteurs divers	138 493	284 777	(146 284)
<u>Total autres actifs courants bruts</u>	<u>1 821 167</u>	<u>1 193 924</u>	<u>627 243</u>
Provision des autres actifs courants	(100 292)	(100 292)	0
<u>Total Autres actifs courants</u>	<u>1 720 875</u>	<u>1 093 632</u>	<u>627 243</u>

Note 6 : Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31 décembre 2022 à D : 9 670 contre D : 39 907 à la clôture de l'exercice précédent et se détaillent ainsi :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Avoirs en banques	8 266	38 038	(29 772)
Caisses	1 404	1 869	(465)
Chèques en caisse	18 778	18 778	0
<u>Total des liquidités et équivalents bruts</u>	<u>28 448</u>	<u>58 685</u>	<u>(30 237)</u>
Provision pour dép liquidités et équivalents de liquidités	(18 778)	(18 778)	0
<u>Total Liquidités et équivalents de liquidités</u>	<u>9 670</u>	<u>39 907</u>	<u>(30 237)</u>

Note 7 : Capitaux propres

Les capitaux propres présentent au 31 décembre 2022 un solde négatif de D : 5 911 534 contre un solde négatif de D : 5 179 818 au 31 décembre 2021 et s'analysent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Capital social	2 223 334	2 223 334	0
Réserves consolidés	(7 743 789)	(7 018 603)	(725 186)
<u>Résultat consolidé</u>	<u>(391 079)</u>	<u>(384 549)</u>	<u>(6 530)</u>
<u>Capitaux propres consolidés</u>	<u>(5 911 534)</u>	<u>(5 179 818)</u>	<u>(731 716)</u>

Note 8 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges présentent au 31 décembre 2022 un solde de D : 53 821 contre un solde D : 75 821 au 31 décembre 2021 et s'analysent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Provisions pour risques et charges	53 821	75 821	(22 000)
<i>Total Provisions pour risques et charges</i>	<i>53 821</i>	<i>75 821</i>	<i>(22 000)</i>

Note 9 : Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts et dettes assimilées présentent au 31 décembre 2022 un solde de D : 820 683 contre D : 962 024 au 31 décembre 2021 et s'analysent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Rééchelonnement BNA	620 971	620 971	0
Emprunts Amen Bank	137 800	261 390	(123 591)
Emprunts Leasing	61 912	79 662	(17 750)
<i>Total Emprunts et dettes assimilées</i>	<i>820 683</i>	<i>962 024</i>	<i>(141 340)</i>

GROUPE “ADVANCED E-TECHNOLOGIES”

Les emprunts à court et long terme de Aetech se présentent de la manière suivante :

Tableau de variation des emprunts bancaires à moyen et long terme

Emprunt	Capital initial	Taux d'intérêts	Durée	Solde au 31/12/21	Encaisse 2022	Décaisse 2022	Solde au 31/12/2022			Varia°
							Solde à Long terme	Solde à Court terme	Solde Global	
Emprunt Amen Bank	560 000	TMM+3%	5 ans	372 206	0	(66 514)	137 800	167 893	305 693	(66 514)
Rééchelonnement BNA	620 971			620 971	0	0	620 971	0	620 971	0
Total				993 178	0	(66 514)	758 771	167 893	926 664	(66 514)

Tableau de variation des emprunts Leasing

Emprunt	Capital initial	Taux d'intérêts	Durée	Solde au 31/12/2021	Encaisse 2022	Décaisse 2022	Solde au 31/12/2022			Varia°
							Solde à Long terme	Solde à Court terme	Solde Global	
Crédit-Bail ML 1120470	25 114	8,83%	5 ans	5 293	0	(5 293)	0	0	0	(5 293)
Crédit-Bail ML 1120480	47 838	8,83%	5 ans	9 106	0	(9 106)	0	0	0	(9 106)
Crédit-Bail HL 664224	99 691	14,11%	5 ans	95 038	0	(15 376)	61 912	17 750	79 662	(15 376)
Total				109 436	0	(29 775)	61 912	17 750	79 662	(29 775)

Tableau de variation des emprunts à court terme

Emprunt	Solde au 31/12/2021	Encaisse 2022	Décaisse 2022	Solde au 31/12/2022	Varia°
Financements en devise	637 581	262 332	(182 112)	717 801	80 220
Crédits de mobilisation	0	423 000	(260 000)	163 000	163 000
Billets de trésorerie	1 500 000	0	0	1 500 000	0
Total	2 137 581	685 333	(442 113)	2 380 801	243 220

Total Emprunts

Emprunt	Solde au 31/12/2021	Encaisse 2022	Décaisse 2022	Solde au 31/12/2022			Varia°n
				Solde à Long terme	Solde à Court terme	Solde Global	
Total Emprunts bancaires MLT	993 178	0	(66 514)	758 771	167 893	926 664	(66 514)
Total Emprunts leasing	109 436	0	(29 775)	61 912	17 750	79 662	(29 775)
Total Emprunts à court terme	2 137 581	685 333	(442 113)	0	2 380 801	2 380 801	243 220
Total	3 240 195	685 333	(538 401)	820 683	2 566 444	3 387 127	146 932

Note 10 : Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants présentent au 31 décembre 2022 un solde de D : 762 309 contre D : 620 710 au 31 décembre 2021 et s'analysent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Dette échéancier fiscal à plus d'un an	368 289	162 791	205 499
Dette échéancier CNSS à plus d'un an	394 019	457 919	(63 900)
<i>Total Autres passifs non courants</i>	<i>762 309</i>	<i>620 710</i>	<i>141 599</i>

Note 11 : Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés totalisent à la clôture de l'exercice 2022 D : 2 878 704 contre D : 1 959 177 à la fin de l'exercice précédent. Ils se présentent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Fournisseurs d'exploitation et d'immobilisations	2 077 573	1 428 787	652 276
Fournisseurs, effets à payer	69 323	507 319	(437 996)
Fournisseurs, factures & avoirs non parvenues	731 808	23 072	708 736
<i>Total Fournisseurs et comptes rattachés</i>	<i>2 878 704</i>	<i>1 959 177</i>	<i>919 527</i>

Note 12 : Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à la clôture de l'exercice 2022 D : 4 087 729 contre D : 3 495 713 à la clôture de l'exercice 2021. Ils se détaillent ainsi :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Personnel	230 805	179 998	50 807
CNSS et organismes sociaux	503 715	203 776	299 939
Dette échéancier CNSS à moins d'un an	181 050	138 450	42 600
Provision pour congés payés	146 912	128 915	17 997
Etat, impôts et taxes	580 219	227 162	353 057
Dette échéancier fiscal à moins d'un an	820 199	1 237 144	(416 945)
Charges à payer	159 514	155 403	4 110
Produits constatés d'avance	100 426	123 311	(22 885)
Créditeurs divers	243 722	133 163	110 559
Compte courant Ecotech	912 199	912 199	0
Clients, créiteurs	208 969	56 192	152 777
<i>Total Autres passifs courants</i>	<i>4 087 729</i>	<i>3 495 713</i>	<i>592 016</i>

Note 13 : Concours bancaires et autres passifs financiers

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31 décembre 2022 à D : 3 911 159 contre D : 3 338 464 à la clôture de l'exercice précédent et se détaillant ainsi :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Crédits de mobilisation	163 000	0	163 000
Échéances à moins d'un an sur emprunts	148 504	110 816	37 688
Échéances à moins d'un an sur crédit-bail	17 750	29 775	(12 025)
Échéances impayées sur emprunts	19 389	0	19 389
Financements en devise	717 801	637 581	80 220
Billets de trésorerie	1 500 000	1 500 000	0
Virements internes	34 658	22 400	12 257
Découverts bancaires	1 310 058	1 037 892	272 166
Total Concours bancaires et autres passifs financiers	3 911 159	3 338 464	572 695

III. NOTES DE L'ETAT DE RESULTAT

Note 14 : Revenus

Les revenus totalisent D : 7 919 625 en 2022 contre D : 7 921 316 pour l'exercice 2021 et se présentent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Ventes activité distribution	5 508 880	5 055 828	453 052
Ventes activité solution	2 410 745	2 865 488	(454 743)
Total Produits d'exploitation	7 919 625	7 921 316	(1 691)

Note 15 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation totalisent D : 35 922 en 2022 contre D : 3 769 pour l'exercice 2021 et se présentent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Reprise sur provisions des créances	4 997	3 564	1 433
Reprise sur provisions des stocks	8 925	205	8 720
Reprise sur provisions pour risques	22 000	0	22 000
Total Autres produits d'exploitation	35 922	3 769	32 153

Note 16 : Achats consommés

Les achats consommés totalisent D : 5 460 024 en 2022 contre D : 5 402 442 pour l'exercice 2021 et se présentent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Achats non stockés	38 589	31 804	6 785
Variations des stocks	59 475	(72 323)	131 799
Achats de marchandises	1 271 588	1 754 778	(483 190)
Commission activation de lignes	2 079 567	1 697 600	381 967
Frais sur activation de lignes	212 507	214 835	(2 328)

Commission de recharges	1 798 297	1 775 749	22 548
Total Achats consommés	5 460 024	5 402 442	57 582

Note 17 : Charges de personnel

Les charges de personnel totalisent D : 1 324 681 en 2022 contre D : 1 219 842 pour l'exercice 2021 et se présentent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Traitements et salaires	1 100 373	1 017 652	82 722
Charges sociales	200 599	190 248	10 351
Autres charges de personnel	1 590	401	1 189
Congés payés	21 919	11 541	10 378
Gratifications aux adm	200	0	200
Total Charges de personnel	1 324 681	1 219 842	104 839

Note 18 : Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions totalisent D : 186 141 en 2022 contre D : 240 031 pour l'exercice 2020 et se présentent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Dotations aux amortissements des immobilisations incorp	2 912	8 010	(5 098)
Dotations aux amortissements des immobilisations corp	67 298	112 330	(45 032)
Dotations aux provisions des stocks	54 566	2 313	52 252
Dotations aux résorption des charges à répartir	0	1 702	(1 702)
Dotations aux provisions des éléments financiers	0	7 160	(7 160)
Dotations aux provisions des créances	61 365	32 694	28 671
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	75 821	(75 821)
Total Dotations aux amortissements et aux provisions	186 141	240 031	(53 890)

Note 19 : Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation totalisent D : 924 811 en 2022 contre D : 939 435 pour l'exercice 2021 et se présentent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Services extérieurs	315 423	304 270	11 153
Autres services extérieurs	538 518	565 555	(27 037)
Impôts et taxes	70 870	69 610	1 260
Total Autres charges d'exploitation	924 811	939 435	(14 625)

- Les services extérieurs totalisent D : 315 423 au 31 décembre 2022 contre D : 304 270 au 31 décembre 2021 et se détaillent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Charges locatives et de copropriétés	178 148	151 103	27 045
Entretiens et réparations	63 292	76 306	(13 014)
Assurances	53 510	50 349	3 161
Frais de formation	2 050	1 700	350
Sous-traitance	1 560	2 081	(521)
Divers services extérieurs	16 862	22 731	(5 868)
Total Services extérieurs	315 423	304 270	11 153

- Les autres services extérieurs totalisent D : 538 518 au 31 décembre 2022 contre D : 565 555 au 31 décembre 2021 et se détaillent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Honoraires	63 747	166 793	(103 047)
Dons et subventions	1 000	1 000	0
Publicité	30 027	47 292	(17 265)
Transports et déplacements	157 748	112 849	44 899
Voyages, missions et réceptions	32 451	22 658	9 793
Frais de PTT	27 246	22 965	4 280
Services bancaires	71 300	56 717	14 583
Autres rémunérations	125 000	112 781	12 219
Jetons de présence	30 000	22 500	7 500
Total Autres services extérieurs	538 518	565 555	(27 037)

- Les impôts et taxes totalisent D : 70 870 au 31 décembre 2022 contre D : 69 610 au 31 décembre 2021 et se détaillent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
TFP	20 833	19 696	1 137
FOPROLOS	10 417	9 848	569
TCL	10 970	3 276	7 694
Taxe de circulation	7 225	6 800	425
Contribution Sociale de solidarité	800	400	400
Autres droits et taxes	20 625	29 590	(8 965)
Total Impôts et taxes	70 870	69 610	1 260

Note 20 : Charges financières nettes

Les charges financières nettes totalisent au 31 décembre 2022 D : 506 306 contre D : 500 848 à la fin de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Charge d'intérêts	380 170	363 936	16 233
Pénalité de retard	104 451	108 043	(3 592)
Pertes de change	0	0	0
Gains de change	21 686	28 869	(7 183)
Total Charges financières nettes	506 306	500 848	5 458

Note 21 : Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires totalisent au 31 décembre 2022 D : 99 712 contre D : 9 686 à la clôture de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Produit net sur cession d'immobilisations	0	6 000	(6 000)
Gains sur éléments non récurrents	99 712	3 686	96 027
Total Autres gains ordinaires	99 712	9 686	90 027

Note 22 : Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires totalisent D : 22 739 à la fin de 2022 contre D : 905 à la clôture de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Autres pertes sur éléments exceptionnels	22 739	905	21 834
Total Autres pertes ordinaires	22 739	905	21 834

Note 23 : Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés totalise D : 21 637 à la fin de 2022 contre D : 15 817 à la clôture de l'exercice précédent :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Impôt sur les sociétés	21 637	15 817	5 820
Total Impôt sur les sociétés	21 637	15 817	5 820

Note 24 : Trésorerie

Au 31 décembre 2022, la trésorerie totalise un solde négatif de D : 1 673 198 contre un solde négatif de D : 1 001 608 à la clôture de l'exercice précédent et se détaille comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
Valeurs à l'encaissement	18 778	18 778	0
Banques créditrices	8 266	38 038	(29 772)
Caisses	1 404	1 869	(465)
Virements internes	(34 658)	(22 400)	(12 257)
Banques débitrices	(1 310 058)	(1 037 892)	(272 166)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(1 316 268)	(1 001 608)	(314 660)

Note 25 : Résultat par action

Libellé	2022	2021
Résultat d'exploitation en DT	59 891	123 335
Résultat avant impôt	(369 442)	(368 732)
Résultat Net	(391 079)	(384 549)
Capital social	2 223 334	2 223 334
Valeur nominale en DT	1,000	1,000
<i>Résultat d'exploitation par action en DT</i>	<i>0,027</i>	<i>0,055</i>
<i>Résultat avant impôt par action</i>	<i>(0,166)</i>	<i>(0,166)</i>
<i>Résultat Net par action en DT</i>	<i>(0,176)</i>	<i>(0,173)</i>

Note 26 : Engagements Hors Bilan**Société Advanced e-Technologies**

Type d'engagements	Valeur totale	Tiers	Dirigeant et associé
1- Engagements donnés			
a) Garanties personnelles			
* Cautionnement et aval	560 000 DT	Amen Bank	Mr Zoubeir Chaïeb
* Caution solidaire et personnel	1 220 000 DT	STB	Mr Zoubeir Chaïeb
* Autres garanties	0 DT		
b) Garanties réelles			
* Nantissement en rang utile sur le fonds de commerce et matériel de la société AeTECH sis à la ZI Ariana Aéroport, la Charguia II, 03 rue des métiers	1 727 068 DT	STB	
* Hypothèque en rang utile sur la totalité de sa propriété sise à Megrine d'une superficie de 994m2 objet du titre foncier N°11965 Ben Arous.	1 727 068 DT	STB	Mr Zoubeir Chaïeb
* Hypothèque en rang utile sur la totalité de sa propriété sise à l'Ariana d'une superficie de 472m2 objet du titre foncier N°6251 Ariana	1 727 068 DT	STB	Mr Zoubeir Chaïeb
c) Effets escomptés et non échus	0 DT		
d) Créances à l'exportation mobilisées	0 DT		
e) Abandon de créances	0 DT		
B- Engagements reçus			
a) Garanties personnelles			
* Cautionnement	26 727 DT 89 661 DT 91 452 DT 18 262 DT 29 042 DT 19 904 DT 23 588 DT 7 242 DT 4 498 DT 3 135 DT 1 115 DT 1 657 DT 14 300 DT 461 525 DT	STB T. TELECOM OACA AISA TUNIS RE PRESIDENCE UTSS MIN. SANTE MINI. JEUNESSE STEG MIN. INTERIEU CERTEN CAUT. PROV. SPG	
* Aval			
* Autres garanties	3 050 DT	DOUANE	

b) Garanties réelles			
* Nantissement	0 DT		
* Hypothèque	0 DT		
c) Effets escomptés et non échus	0 DT		
d) Créances à l'exportation mobilisées	0 DT		
e) Abandon de créances	0 DT		

Note 27 : Continuité d'exploitation de la société Advanced e-Technologies

27.1 Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les passifs de la société Advanced e-Technologies excèdent de 2.365.970 DT le total de ses actifs.

La société Advanced e-Technologies SA a mis en place un plan de restructuration financière et opérationnelle afin de remédier à cette situation. Ce plan a été soumis et approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2022.

Le plan en question a été entamé par l'apport en capital de l'activité distribution à la filiale Advanced e-Services, ce qui a généré une plus-value d'un montant de 3.751.000 DT.

27.2 A la suite des pertes cumulées de la société Advanced e-Technologies, ses états financiers font apparaître des fonds propres inférieurs à la moitié de son capital social.

Conformément à l'article 388 du code des sociétés commerciales, le conseil d'administration doit convoquer une assemblée générale extraordinaire afin de se prononcer sur la continuité d'exploitation de la société.

L'assemblée générale extraordinaire, réunie dans les délais, a décidé de reporter la décision relative à la continuité d'exploitation.

Le conseil d'administration du 19 mai 2023 a convoqué une nouvelle assemblée générale extraordinaire pour la date du 12 juillet 2023 à l'effet de décider la continuité d'exploitation, sous la lumière du plan de restructuration qui a été approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2022.

Note 28 : Evènements postérieurs à la date de clôture

Les états financiers consolidés ont été arrêtés et autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 19 mai 2023. En conséquence, ils ne reflètent pas les évènements postérieurs à cette date.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

/)/esdames et /)/essieurs les actionnaires du Groupe Advanced e-Technologies,

I. Rapport sur les états financiers consolidés

I.1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 10 juin 2022, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers consolidés du Groupe Société « Advanced e-Technologies » (le « groupe »), qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2022, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers consolidés font ressortir un total bilan de 6.602.871 DT et des capitaux propres négatifs de 5.911.534 DT, y compris le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à 391.079 DT.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joint présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe Société « Advanced e-Technologies » au 31 décembre 2022, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

I.2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquitté des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

1.3. Observations sur l'incertitude significative liée à la continuité d'exploitation de la société mère

- Nous attirons l'attention sur la note 27.1 qui indique que pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les passifs de la société Advanced e-Technologies excèdent de 2.365.970 DT le total de ses actifs.

La société Advanced e-Technologies SA a mis en place un plan de restructuration financière et opérationnelle afin de remédier à cette situation. Ce plan a été soumis et approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2022.

Le plan en question a été entamé par l'apport en capital de l'activité distribution à la filiale Advanced e-Services, ce qui a généré une plus-value d'un montant de 3.751.000 DT.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de cette situation.

- Nous attirons l'attention sur la note 27.2 qui indique que à la suite des pertes cumulées de la société Advanced e-Technologies, comme indiqué dans le point « Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation », ses états financiers font apparaître des fonds propres inférieurs à la moitié de son capital social.

Conformément à l'article 388 du code des sociétés commerciales, le conseil d'administration doit convoquer une assemblée générale extraordinaire afin de se prononcer sur la continuité d'exploitation de la société.

L'assemblée générale extraordinaire, réunie dans les délais, a décidé de reporter la décision relative à la continuité d'exploitation.

Le conseil d'administration du 19 mai 2023 a convoqué une nouvelle assemblée générale extraordinaire pour la date du 12 juillet 2023 à l'effet de décider la continuité d'exploitation, sous la lumière du plan de restructuration qui a été approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2022.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de cette situation.

1.4. Questions clés d'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

1.5. Rapport du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers Consolidés ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du groupe dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

1.6. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers Consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers Consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers Consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

1.7. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers Consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers Consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou

collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers Consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers Consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers Consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers Consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers Consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

II.1. Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe Société Advanced e-Technologies. À cet effet, nous avons consulté les rapports des commissaires aux comptes des sociétés appartenant au Groupe. Nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la Direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences majeures dans les systèmes de contrôle interne du Groupe Société Advanced e-Technologies susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers consolidés.

Tunis, le 13 juin 2023

Le commissaire aux comptes
Horwath ACF

Nouredine BEN ARBIA

